

Combien de pauvres pour faire un riche ?

Entre 2004 et 2009, le nombre des personnes gagnant plus de 500.000 euros net/an a doublé, passant de 6500 à plus de 13.000. Dans le même temps, les personnes en dessous du seuil de pauvreté (900 euros/mois) sont passées de 6 à près de 9 millions.

Statistiquement, 462 pauvres de plus génèrent un nouveau riche.

Cela paraît logique. Il faut bien prendre le pognon quelque part !

Par contre, les très-très pauvres i.e les bénéficiaires des minima sociaux sont restés relativement stables durant cette période, autour de 3.300.000 personnes. Peut-être parce que, pour ne pas trop les voir, on les ventile dans des catégories spécifiques qu'on évite d'additionner ?

Le rêve évanoui de 30 glorieuses

A l'époque, on professait que les écarts entre riches et pauvres allaient se resserrer, au profit d'une classe moyenne appelée à devenir le principal pilier de la société de consommation.

C'était un bien pour les intéressés eux mêmes bien sûr, mais aussi pour une droite réaliste considérant à juste titre que lorsqu'on possède quelque chose et qu'on est couvert de dettes pour longtemps, on est moins enclin à faire la révolution.

Ce fut d'ailleurs, en ce temps là, le commencement de la fin du parti communiste qui refusait d'envisager l'embourgeoisement de sa clientèle, et voulait ne pas voir que la gauche devrait compter désormais plus sur les cols blancs que sur les cols bleus.

Marx avait tout faux !

Il avait prévu l'autodestruction du capitalisme par une production sans cesse accrue de produits inutiles que de moins en moins de gens pourraient acheter, conduisant à la faillite des usines, puis des banques, avec pour conséquence une misère extrême susceptible d'amorcer la révolution. Une vision que semblait confirmer en partie la crise de 1929. Mais les glorieuses sixties allaient infirmer ce déterminisme supposé.

On rêvait à voix haute de patrons qui gagneraient au maximum 15 à 20 fois le salaire d'un manoeuvre, d'ouvriers tous propriétaires de leur pavillon et de leur bagnole, et de salariés actionnaires de leurs entreprises.

On parlait alors de "capitalisme populaire" et il était permis de trouver cela plus prometteur que le hasardeux Grand Soir. La timide participation dans les grandes entreprises trouve là son origine.

Aujourd'hui, on est quand même loin des objectifs assignés à cette réduction des inégalités par la distribution de pouvoir d'achat et d'actions à tous le monde.

Certes, comparé au Burkina, au Bangladesh ou à Haïti, nos pauvres sont des riches ! Mais si l'on recadre dans l'optique de notre civilisation, force est de constater que les belles promesses d'hier ont fini en queue de poisson. Désormais, plus de la moitié des Français vivent avec moins de 1500 euros par mois.

Le nombre de taudis serait de l'ordre de 600.000 d'après la fondation Abbé Pierre. Environ 200.000 personnes habitent en camping à l'année. Plus heureux avec leur logement précaire que les 100.000 SDF officiellement recensés, dont une proportion croissante de travailleurs très pauvres.

Des riches toujours plus riches

Des écarts de revenus indécents et un affichage arrogant de leur richesse caractérisent désormais les riches décomplexés par le tapage des média et des politiques.

Avant, ces gens là avaient au moins la décence de ne pas cracher à la gueule des pauvres en étalant leur fortune.

Paternalisme sans doute, mais ils avaient l'hypocrisie de faire semblant de compatir aux problèmes des plus démunis et ne traitaient pas de minables tous ceux qui ne pouvaient s'offrir une Rolex.

Même s'il est bien vu, parmi les milieux artistiques, de venir verser sa larme de crocodile à la télé, en signant un petit chèque déductible des impôts, comme la baronne d'antan donnait aux bonnes oeuvres, les libéraux continuent de sous-entendre que la richesse serait la juste rémunération d'un mérite supérieur. Hors magouilles, copinages, réseaux, mafias, chantages, renvois d'ascenseur et népotismes, bien entendu.

Vivant entre eux, les riches n'ont plus le sens des réalités.

L'île-de-France rassemble 39 % des foyers fiscaux percevant les revenus les plus hauts de l'hexagone. Ainsi à Neuilly, 6400 foyers fiscaux déclarent plus de 2 milliards d'euros. Battus au hit parade du fric par le 7ème arrondissement de Paris où 5675 foyers ont gagné 2,2 milliards d'euros. Des chiffres à donner le vertige. Et se demander : mais que font-ils donc de tout ce pognon ? Même en roulant en Ferrari, en ayant un yacht de 20 mètres, des fringues super-mode et en bouffant de la langouste et du caviar tous les jours ?

D'après l'INSEE, la valeur du patrimoine moyen des 10% des Français les plus riches a plus que doublé en 10 ans. Malgré l'ISF qui ne semble pas beaucoup les perturber. Ainsi est-il passé de 296.000 euros en 1998 à 450.000 en 2003 et 700.000 en 2008. La bulle immobilière n'explique pas tout. Et tout le monde n'a pas perdu en bourse, non plus !

Quant au patrimoine des 10% des ménages les plus pauvres, il est tombé durant le même laps de temps de 2100 à 1700 euros. Avec le généreux 1,25% du livret A, ils ne sont pas prêts de s'enrichir ceux-là !

Des revenus dépassant l'entendement !

Toujours question chiffres, les dirigeants des plus grandes entreprises peuvent percevoir avant impôts l'équivalent de 100 à 400 ans de Smic !

Les stars du sport et du spectacle font nettement mieux : Thierry Henry aurait empoché 1 200 ans de SMIC en 2008, et Gérard Depardieu environ 500 ans.

Mais les mieux lotis sont les bénéficiaires de revenus financiers, moins imposés que ceux de l'immobilier, et encore moins taxés en proportion que ceux du travail.

Dans cet autre ordre de grandeur, la femme la plus riche de France Liliane Bettencourt (L'Oréal) aurait perçu 15.700 ans de Smic en 2005 rien qu'en dividendes !

Les revenus du capital atteignent ainsi des dimensions inconnues jusqu'alors.

A peine 1% des Français détient 25 % de la fortune nationale, mais ce 1% ne paye que 20% des impôts. Tranches progressives, où ça ?

Quant aux 10 % des "un peu moins riches" qui possèdent tout de même près de 60% de la richesse nationale, cette minorité privilégiée n'est imposée qu'à un peu plus de 30%. Une charge fiscale très supportable...

A comparer avec les 10% de la population la plus pauvre qui ne perçoit que 3% des revenus globaux et que l'exonération d'IRPP ne dispense pas de payer toutes sortes de taxes et de redevances liées à la consommation courante, nourriture, eau, électricité, chauffage, déplacements, résidence, etc...

Des rentrées d'argent considérables pour l'Etat qui ne s'en vante pas. Car il est plus rentable de taxer de façon "indolore" des millions de pauvres que d'imposer un peu plus les riches.

Un bouclier ? Non, un bunker !

Avec le bouclier fiscal, qui permet aux très riches de recevoir des dons de l'Etat, 16.500 contribuables ont touché en 2009 : 586 millions d'euros, puisés surtout dans les poches des gens à revenus modestes tout juste imposables. Mais il y a mieux si on peut dire : Les 10% de Français les plus riches déclarent à eux seuls près de 70% des revenus du patrimoine et 80% des revenus financiers tels que plus values, dividendes, stock options, bonus, etc... Et ils bénéficient d'une pléiade d'exonérations, exemptions, subventions et autres niches fiscales.

Tout cela était mieux accepté par le corps social naguère parce que la situation paraissait plus équilibrée : les riches industriels utilisaient une partie de leurs ressources pour amortir et renouveler les machines, améliorer les technologies, développer la production, et au bout du compte créer des emplois en se développant et en se diversifiant. Cela ne passe plus du tout aujourd'hui dès lors que la race des entrepreneurs authentiques disparaît au profit des gamblers compulsifs d'une économie-casino où l'on tue la poule aux oeufs d'or, en appliquant une méthode digne d'un western : *"Prends l'oseille et tire-toi !"*

Des pauvres de plus en plus pauvres

En 2009, l'observatoire national de la pauvreté a relevé une augmentation importante des situations de détresse.

Ainsi, le nombre de personnes disposant de moins de 600 euros/mois atteint les 2 millions. Les emplois précaires avec chômage intermédiaire, les postes à temps partiel, les secteurs où les heures de "présence" ne sont pas toutes rémunérées comme dans la restauration et le télémarketing, et bien sûr un cumul de ces trois handicaps, fournissent le plus gros des effectifs.

Autres chiffres significatifs : au cours de l'année 2009, le nombre de dossiers de surendettement a augmenté de 15 % passant de 700.000 à plus de 800.000. Tandis que le Secours Populaire a enregistré 25% de bénéficiaires en plus. Quant aux restos du coeur, avec près de 100 millions de repas distribués, ils connaissent un "succès" qui traduit la détérioration des conditions de vie dans notre pays.

Tout le monde est également touché : au plan géographique, des populations périurbaines précarisées sont dans le même état de détresse que les petits agriculteurs ruinés et les ruraux au rmi.

Au vu de la répartition des allocataires, il faut cesser de considérer que seuls les immigrés pâtissent d'une détérioration structurelle des infrastructures économiques et sociales, et des a-coups conjoncturels de la crise. Toute personne vivant en France (sauf l'oligarchie politico-financière of course) est assujettie aux mêmes aléas.

Et pour ceux qui s'en sortent pas trop mal, les rescapés des classes moyennes d'antan, il y a l'épée de Damoclès du chômage... Et l'angoisse pour l'avenir de leurs enfants. Avec une multiplication de "Tanguys" de plus en plus tardifs, suite parfois à un intermède d'autonomie qui a mal tourné.

Jeunes et vieux en galères

Avec l'âge pour critère, 2 millions d'enfants de moins de 16 ans vivent dans des familles aux revenus en dessous du seuil de pauvreté, dans 500.000 logements insalubres. Il s'agit souvent de familles monoparentales avec la mère pour pivot et les femmes, à compétence égale, gagnent toujours 40% de moins que les hommes.

Quant aux étudiants, on considère que 200.000 au moins sont contraints à survivre d'expédients pour se donner une chance d'acquiescer un diplôme qui ne leur servira pas à grand chose. Mais l'espoir fait vivre... En tout cas, la corrélation entre chômage et/ou très bas revenus et bas niveau de formation a vécu. Des bac + 5 à + 8 sont gardiens de parking, animateurs de cages d'escaliers, ou employé(e)s de service.

Mais si les 15-24 ans ont été à la fin du XXème siècle la tranche démographique la plus touchée par la précarité, le chômage et la grande pauvreté (en partie compensée par les familles qui le peuvent)... Désormais, les plus de 55 ans constituent, du simple fait de la pyramide des âges, un réservoir de nouveaux pauvres qui ne cesse de se remplir... Avec des embauches rares et sous-qualifiées, des retraites déjà faibles pour la plupart, et même pas assurées pour les années à venir, assorties de la nécessité pour certains de reprendre un petit boulot pour survivre. Une tendance qui ne peut que s'accroître à présent... Mais finira par se résoudre toute seule par la mort des intéressés. Attendons donc. C'est ce que semble se dire cyniquement le pouvoir ! Inutile dès lors de taxer les revenus financiers pour sauver les retraites...

Des conséquences désastreuses pour toute la société

Naturellement, cette paupérisation galopante a une incidence sur le moral et la santé des individus : maladies psychosomatiques en augmentation, phénomènes de malnutrition qui réapparaissent, désenchantement, dépresses et gens désabusés.

Cela joue aussi sur la cohésion sociale. Le "*chacun pour soi et pour sa famille*" gagne du terrain parce qu'il faut avant tout essayer de survivre. Cet objectif prioritaire induit une détérioration des relations de travail ainsi que des soumissions humiliantes, sources de frustrations et de colères.

Il en résulte également un accroissement de l'indifférence à la politique "*puisque'on ne peut rien y faire*", une exclusion de la culture et des loisirs autres que la bouillie de la télé, et parfois une perte des repères moraux conduisant la détérioration des relations de voisinage et à la délinquance vermiculaire parce qu'on ne voit pas d'autre issue pour s'en sortir.

Bref, il s'agit d'une lente mais inéluctable implosion sociétale impulsée par la cupidité et la goinfrerie sans limites d'un tout petit nombre.

Maîtres des média conventionnels, ils ont l'impudence d'essayer de faire croire au peuple qu'il n'y a pas d'autre alternative : la nouvelle indigence relative, plus ou moins bien amortie par des transfusions sociales au compte-gouttes, serait une caractéristique incontournable du modernisme à l'heure de l'eupéanisme et de la mondialisation. Comme on a besoin de "variables d'ajustement" face à la concurrence, on ne peut que limiter un peu la casse chez nous, en évitant surtout de toucher aux privilèges des profiteurs.

Le réalisme commanderait d'accepter cette déliquescence (pas pour tout le monde !) Faute de connaître bien pire encore. Il est à noter que, sur ce point, socialos et sarkozos sont d'accord à 90%. Ou quand les élites se délitent...

C'est triste à dire. Mais avec le recul, l'enquête de Pierre Bourdieu et de son équipe sur l'apparition de la nouvelle pauvreté à la ville, à la campagne, à l'école, à l'usine, au bureau, publiée dans "*La misère du monde*" (Seuil 1993) nous paraît presque décrire un pays de Cocagne. En comparaison de la situation actuelle. Pauvre France !